



Le 27 mai 2024

Monsieur, Madame,

Je vous écris au nom de 9 000 personnes qui travaillent à l'Agence des services frontaliers du Canada et qui assurent la sécurité de la population au jour le jour.

Ces travailleuses et travailleurs sont membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC), un des plus grands syndicats canadiens. Ils protègent nos frontières et s'occupent de l'inspection et du contrôle des biens, des services et des personnes qui entrent au pays. Ils méritent de bonnes conditions de travail, mais sont sans contrat depuis plus de deux ans, le gouvernement étant intraitable sur de nombreuses questions importantes.

Nos membres veulent la parité avec les autres agents d'application de la loi du pays, une retraite équitable, de meilleures protections contre le harcèlement et la discrimination, ainsi qu'une politique de télétravail juste pour ceux et celles qui ne portent pas l'uniforme. Il ne s'agit pas de questions litigieuses. Notre équipe de négociation vise uniquement à améliorer le climat de travail à l'ASFC. Régler ces questions aiderait grandement nos membres à se sentir valorisés, respectés et en sécurité. Au lieu de quoi, l'employeur insiste pour leur soutirer des concessions.

Les négociations ayant atteint une impasse, 96 % de nos membres eux ont voté en faveur de la grève. Comme vous le savez, un arrêt de travail pourrait avoir de graves conséquences sur la circulation des biens, des services et des personnes qui entrent au Canada et qui en sortent.

J'espère sincèrement que l'AFPC et le Conseil du Trésor en arriveront à une entente qui convient aux deux parties, mais on pourrait très bien se diriger vers un conflit de travail.

Je m'adresse donc à vous, car votre entreprise dépend de la circulation sécuritaire et efficace des marchandises aux frontières, ce que nos membres assurent avec fierté. Votre opinion compte à l'ASFC. Pour éviter une grève dont personne ne veut, nous avons besoin de votre soutien.

Je vous prie donc de presser Anita Anand, présidente du Conseil du Trésor, Dominic LeBlanc, ministre de la Sécurité publique, et Erin O'Gorman, présidente de l'ASFC, de retourner à la table pour négocier un contrat de travail juste et équitable afin de témoigner à ces travailleurs et travailleuses le respect qu'ils méritent et d'éviter les perturbations aux frontières.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à me joindre à AylwardC@psac-afpc.com ou au 613-266-5948.

En espérant que vous donnerez suite à notre demande de soutien, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président national,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Chris Aylward', written over a horizontal line.

Chris Aylward